

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

---

## D'AUBERVILLIERS À VILLEURBANNE, De la renaissance à l'espérance

---

**79**<sup>E</sup> CONGRÈS  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
18 | 19 SEPTEMBRE 2021 VILLEURBANNE



## SOMMAIRE

- 
- PAGE 2 1 2018 / 2019 :  
Relever la tête
- 
- PAGE 7 2 2019 / 2020 :  
« La gueule de bois, c'est fini ! »  
Christiane Taubira, le 15 mai 2019, meeting de Rouen
- 
- PAGE 11 3 2020 :  
Être utile à tous les Français en période Covid
- 
- PAGE 15 4 2020 / 2021 :  
Le temps du projet,  
du congrès dans la perspective de 2022

Le rapport d'activité du Secrétariat national est une obligation statutaire.

Il participe à la démocratie interne de notre parti et rend compte aux militants, de manière transparente, de l'activité conduite sous l'impulsion de la direction du parti depuis trois ans.

Il permet de mettre en exergue une partie du travail accompli et de prendre du recul pour en éclairer les enjeux et en restituer le sens.

Au congrès d'Aubervilliers,  
le 8 avril 2018, **Olivier Faure**  
devient officiellement le **treizième**  
**Premier secrétaire du Parti socialiste.**  
Il promet d'engager la « *vieille maison* »  
chère à Léon Blum sur le chemin  
de la renaissance et de  
« *faire entendre à nouveau la voix*  
*d'une gauche capable de gouverner*  
*et d'offrir une alternative* ».

# 1 2018 / 2019 : RELEVER LA TÊTE

Un an après, le parti subit encore le contre-coup d'une défaite historique à l'élection présidentielle et aux législatives. À peine sorti d'un douloureux plan social imposé par la baisse du niveau des dotations de l'État, la nouvelle direction doit préparer le déménagement de son siège national – suite à la vente de Solférino réalisée par la direction précédente – et réorganiser ses services. Sur le front politique, alors que le Gouvernement prépare son premier budget, la nouvelle direction s'oppose à « *la politique de casse et de classe* » d'Emmanuel Macron et prépare son projet pour les élections européennes de mai 2019.

## UNE NOUVELLE DIRECTION AU TRAVAIL

Issu du congrès d'Aubervilliers, le nouveau Secrétariat national est largement renouvelé et rajeuni. Il fait une large place à de nouveaux visages, à la diversité des parcours, à la diversité des provenances géographiques, ses membres représentent tous les territoires. La nouvelle direction se met très rapidement au travail, les secrétaires nationaux organisent des auditions (Samira Laal, Stéphane Troussel, Dominique Potier, Jean-Marc Germain, Christine Pirès-Beaune, Jean-François Debat...), relancent des commissions nationales – santé, handicap, éducation, agriculture et ruralité (CNAR), entreprises (CNE...) – réagissent à l'actualité (communiqués de presse, billets, tribunes...).

## DÉMASQUER LE PRÉSIDENT DES RICHES

Emmanuel Macron avait promis de prendre le meilleur de la gauche et de la droite. En réalité, il ne prend que le pire de la droite : suppression de l'ISF, réforme de la flat tax, baisse des APL, suppression de dizaines de milliers d'emplois aidés, flexibilisation du droit du travail avec les ordonnances Pénicaud...

Des mesures libérales qui ne profitent qu'à quelques super riches mais qui ne ruissellent jamais vers le reste de la société où les inégalités se creusent. Face à cette imposture, le parti décide de lancer une campagne

nationale pour dénoncer ce « *Président des riches* », à travers des affiches, des visuels sur les réseaux sociaux, des tribunes...

## LA GAUCHE EST L'AVENIR DE L'EUROPE

En juin 2018, alors que s'ouvre ce qui deviendra le feuilleton de l'affaire Benalla, le parti prépare le rendez-vous européen de mai 2019. L'Europe a toujours été au cœur des combats socialistes et, une fois encore, le parti entend donner de la voix dans la campagne électorale.

Pour rédiger ce premier projet du mandat, un comité de pilotage respectant la diversité des textes d'orientation est installé, on y trouve notamment Boris Vallaud (secrétaire national à l'Europe), Clotilde Valter, Emmanuel Maurel, Christine Revault d'Allonnes, Christophe Clergeau et Yannick Ohanessian. Le texte s'alimente du bilan de nos députés au Parlement européen, des positions communes des socialistes européens contenues dans la résolution du PSE « *Une Europe progressive / Renouveau* » votée lors du Conseil du PSE du 1<sup>er</sup> décembre 2017 à Lisbonne et des contributions d'une cinquantaine de nos élus locaux et nationaux, sur leurs sujets de spécialité. Le projet des socialistes, « *Changeons d'Europe* » se veut ainsi résolument européen mais plaide pour un changement de cap radical dans la politique de l'Union.

Quelques jours plus tard, le 9 juin, Corinne Narassiguin présente en Conseil national la plateforme participative qui permet d'élaborer le projet européen des socialistes. C'est une première au parti, et c'est une réussite. Le 17 septembre, date de la clôture de la participation, plus de 1 000 contributions et amendements, individuels ou collectifs – émanant des sections et fédérations – sont déposés.

Entre temps, le 29 juin, au Cirque d'Hiver, un rassemblement de la gauche européenne est organisé avec la participation du nouveau Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez, de la maire de Paris Anne Hidalgo et des présidents du Parti socialiste européen, du groupe parlementaire « *Socialistes & Démocrates* » ainsi que

du Premier secrétaire du PS, Olivier Faure. L'occasion de porter une perspective réellement progressiste en Europe pour sortir du duo Macron-Le Pen.

Le 18 septembre, une nouvelle version du texte est présentée et adoptée en Bureau national, elle est ouverte à amendements qui font l'objet d'une étude et d'un suivi au fil de l'eau par la commission des résolutions, qui réunit les représentants des textes d'orientation. Ce nouveau document est adopté à l'unanimité par le Bureau national du 2 octobre. C'est la première fois depuis le référendum de 2005 qu'un texte portant sur notre projet européen est adopté par l'ensemble des représentants des sensibilités du parti. Le projet est voté par les militants le jeudi 11 octobre. Les résultats sont approuvés au Conseil national du samedi 13 octobre par 128 voix pour et 5 contre.

Le sujet des migrations marque le début de la campagne des européennes. Invité spécialement par le parti frère marocain intégré à la coalition gouvernementale et en charge de l'organisation des événements ayant conduit à la signature du Pacte mondial pour les migrations, le Parti socialiste, représenté par son secrétaire national aux Relations internationales et à la Mondialisation Jean-Marc Germain, assiste à Marrakech en décembre 2018 à la conférence intergouvernementale et aux rencontres avec les sociétés civiles du monde entier. Alors qu'en Europe ce pacte est décrié par les forces d'extrême droite et qu'il fait l'objet d'un refus par des États membres de l'Union européenne, il est crucial que le parti affiche son soutien à une régulation nouvelle des migrations qui vient préparer le monde, sous l'égide des Nations unies, à relever les défis des prochaines décennies.

### ENGAGER NOS COMBATS COMMUNS

En clôture de l'université de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), à La Rochelle, le Premier secrétaire propose à l'ensemble de la gauche française, plus divisée que jamais, de mener « des combats communs ».

Se plaçant dans la perspective des élections européennes, il indique que « face aux populistes, face à la droite libérale, l'Europe a besoin de l'affirmation d'une gauche socialiste et sociale-démocrate, écologiste et progressiste. Il ne sera pas possible de la réunir au sein d'une seule liste (...) Pour autant la

gauche européenne, et donc la gauche française, doit montrer qu'elle peut se donner des combats communs si elle veut voir se lever une espérance de changement ». À l'échelle locale, il propose également « à tous les élus de gauche, et plus largement à tous les élus humanistes et progressistes, un engagement commun pour l'accueil et l'accompagnement des réfugiés », de manière à « répartir l'effort d'accueil et d'organiser à l'initiative des territoires, la solidarité nationale, que l'État a abandonnée ».

### DÉMÉNAGER, SE RÉORGANISER, S'IMPLANTER

La vente du 10 rue de Solférino réalisée par la direction collégiale, le siège national du parti doit donc déménager. C'est le cas à la rentrée 2018. C'est un défi collectif, celui de quitter une adresse chargée d'histoire, pour s'installer rue Jules-Vanzuppe, à Ivry-sur-Seine.

Après une période d'installation provisoire dans un espace de coworking à Montreuil, les salariés entrent dans les nouveaux locaux d'Ivry au mois de novembre 2018 et prennent peu à peu possession de ce nouvel espace de travail dans des locaux modernes, spacieux, très bien équipés, et plus fonctionnels. Le parti affiche rapidement sa volonté d'une nouvelle porosité avec la ville en organisant dans son nouveau siège des expositions temporaires des œuvres des artistes installés dans le quartier.

### ENGAGER UNE RÉFORME STATUTAIRE

Dès avril 2018 et jusqu'au début de l'hiver 2018, une commission, composée de membres de l'ensemble des textes d'orientation, est réunie pour travailler activement à la simplification et la modification de nos statuts sous la direction de Sébastien Vincini.

Ces travaux qui nourrissent désormais la réforme proposée pour le congrès de Villeurbanne ont été interrompus par la crise des « gilets jaunes ».

Le calendrier politique électoral, puis le Covid, ont ensuite conduit à ce qu'une réforme soit à nouveau proposée à l'occasion du Congrès de Villeurbanne.

### CONSTRUIRE UNE ISSUE POLITIQUE AU MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES »

À la fin de cette année 2018, notre pays assiste à l'irruption du mouvement des « gilets jaunes ». Face à l'incapacité du Gouvernement à trouver un débouché politique à la situation, le parti s'active, s'oppose et propose en lien avec les parlementaires.

Olivier Faure, le premier, demande la tenue d'une grande conférence du pouvoir d'achat et de la transition écologique au cours de laquelle des décisions concrètes seraient prises. La fin du monde et la fin du mois, les deux doivent aller de pair. En continuant de les scinder, Emmanuel Macron commet une double faute : il ne répond pas à l'urgence sociale de nos concitoyens et ne les incite pas à s'engager dans la transition écologique.

Dès le 6 novembre, le Bureau national prend la mesure du mouvement des « gilets jaunes » et adopte une résolution affirmant son soutien « aux Français qui défendent leur pouvoir d'achat » et appelant à l'organisation d'une « conférence nationale sur le financement de la transition écologique associant l'ensemble des composantes économiques, sociales et politiques du pays ». Le BN insiste alors sur le fait que la hausse de la fiscalité écologique est « une goutte qui fait déborder le vase » des Français en manque de pouvoir d'achat et méprisés par la politique fiscale et sociale injuste du Gouvernement. 15 jours plus tard, le Bureau national dénonce l'absence d'écoute et de réponse du Gouvernement à la mobilisation. Il souligne le « mécontentement profond à l'égard de l'injustice de la politique fiscale conduite par le président de la République et sa majorité ». Il avertit que « le risque majeur [que prend le Gouvernement] c'est d'entraîner notre pays dans une impasse politique, économique, sociale et écologique ». Il invite le Gouvernement à « donner un débouché politique aux attentes exprimées par nos concitoyens sur leur pouvoir d'achat », « sauf à « jouer » un dangereux pourrissement et l'aggravation des tensions ». Pour cela, il appelle à la tenue d'états généraux du pouvoir d'achat et de la transition écologique pour sortir de l'impasse.

Après les annonces du président de la République, le parti réagit en déplorant un « président hors-sujet » cherchant à fuir son propre

«  
Président  
Hors-sujet  
»



bilan, n'apportant aucune réponse concrète aux attentes des « gilets jaunes » en matière de pouvoir d'achat, renvoyant tout à plus tard et proposant une vague concertation de trois mois, aux contours flous. Le Parti déploierait également que le président s'obstine à ne pas changer de cap, à éluder la question de la justice fiscale et sociale et du pouvoir d'achat. Le Parti appelle à nouveau à la tenue d'états généraux.

Au lendemain des manifestations du 1<sup>er</sup> décembre, Olivier Faure, Valérie Rabault, présidente du groupe à l'Assemblée nationale, et Patrick Kanner, président du groupe au Sénat, écrivent au président de la République pour lui demander d'ouvrir une démarche « *sincère, ouverte et radicale de concertation (...)* avec tous les partis politiques, les syndicats, les ONG, les associations et des représentants du mouvement des gilets jaunes ». Le surlendemain, ils sont tous les trois reçus à Matignon par le Premier ministre. Ils rappellent la position du parti en faveur d'états généraux et présentent une PPL déposée à l'Assemblée et au Sénat afin de proposer des solutions d'urgence face à la crise. Le soir, une réunion extraordinaire du BN et des groupes parlementaires décide unanimement que le groupe socialiste

portera à l'Assemblée nationale nos propositions qui répondent aux aspirations de justice sociale et fiscale portées par les « gilets jaunes » à travers une proposition de loi. Si les réponses du Gouvernement ne sont pas à la hauteur, alors le groupe déposera et votera une motion de censure. Les annonces du Premier ministre le lendemain sont décevantes, Olivier Faure dénonce une volonté d'« *enfermer le débat dans une fausse alternative : écologie ou pouvoir d'achat, services publics ou impôts* ». Le 5 décembre, Olivier Faure, Valérie Rabault, et Josette Manin interviennent dans le débat organisé par le Gouvernement sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat. Ils appellent à des solutions d'urgence et un changement de cap pour aboutir à un nouveau pacte démocratique, social et écologique. À l'issue du débat, les partis de gauche présents à l'Assemblée se réunissent pour convenir d'une motion de censure.

### LA RUCHE SOCIALISTE, DES CHANTIERS POUR PRÉPARER L'AVENIR

L'année 2019 s'ouvre sur l'inventaire. Il s'agit

d'accuser réception du message que nous ont adressé les Français lors des élections de 2017 et de tirer les leçons de la défaite. Nous avons ainsi fait notre propre bilan du dernier quinquennat. Il a fait l'objet d'un important travail d'auditions et de réflexion du Secrétariat national et de la Fondation Jean-Jaurès. Inventaire au terme duquel nous avons pu revendiquer les mesures de progrès, de justice sociale ou sociétale, rendre hommage aux gouvernants pour leur gestion de crises (Syrie, Sahel, attentats terroristes), mais aussi reconnaître les décisions qui ont causé l'incompréhension, la colère et jusqu'à la rupture d'une majorité de ceux qui nous avaient fait confiance.

Olivier Faure évoque les réussites du quinquennat, mais déplore également le « *débat manqué* » autour du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), « *l'occasion manquée de la remise à plat fiscale* » et, surtout, la déchéance de nationalité et la loi travail, qui ont donné aux Français le « *sentiment d'être trahis* ». Il regrette la dérive d'un pouvoir qui est sorti de son « *socle de valeurs* ».

L'inventaire est un travail exigeant et nécessaire. À ce jour, aucun autre parti ne l'a jamais fait, alors même que nous ne sommes pas les seuls à avoir perdu... Cet inventaire a contribué à rouvrir les discussions et les échanges avec les autres forces politiques de gauche et écologistes.

### LA RUCHE SOCIALISTE, DES CHANTIERS POUR PRÉPARER L'AVENIR

Afin de revisiter les orientations et le positionnement à long terme du parti, deux chantiers sont lancés sous l'égide de Corinne Narassiguin et Stéphane Troussel.

Le chantier « **Pauvreté** » est actif de février à juin 2019, piloté par Nathalie Sarrabezolles, présidente du conseil départemental du Finistère et Timothée Duverger, maître de conférences associé à Sciences Po Bordeaux. Il s'articule sur l'organisation de deux séminaires ouverts aux militants à Ivry, une série d'auditions collectives ou individuelles (Uniopss, FAS, Secours catholique, Secours populaire, Fondation Abbé-Pierre, CFDT, CGT, FO...), une contribution directe des militants sur la plateforme de La Ruche socialiste (une cinquantaine de propositions seront étudiées dont certaines intégrées au document final) et un questionnaire adressé aux collectivités socialistes de l'ADF et de



AVRIL 2019  
CONGRÈS D'AUBERVILLIERS

l'AMF pour faire remonter des initiatives locales. Au final, ce chantier débouche sur la présentation par Timothée Duverger d'une note d'orientation au Bureau national du 5 novembre 2019. Elle sert de document ressource dans le cadre de la préparation de la campagne des élections départementales et de l'élaboration du projet des socialistes, quelques mois plus tard.

Le chantier « **Santé et territoires** » est quant à lui piloté par Claire Bernard, conseillère santé, et Guillaume Garot, député et ancien ministre. Il s'agit d'alimenter la réflexion des socialistes sur les questions de santé et, à plus court terme, de répondre aux urgences rencontrées par notre système de santé, et en particulier celle de la désertification médicale. Les mouvements qui ont secoué notre pays ont mis en lumière le sentiment d'abandon éprouvé par les habitants de certains de nos territoires. En matière d'offre de soins, les enquêtes d'opinion le confirment : un Français sur deux en milieu rural a du mal à avoir accès à un médecin, tout comme les quartiers populaires qui souffrent aussi de cette pénurie. Dans la continuité de ce travail, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale dépose, sous l'égide de Guillaume Garot, plusieurs propositions de loi visant à lutter contre la désertification, toutes sont rejetées par la majorité.

## NE JAMAIS RIEN CÉDER SUR NOS VALEURS

Ne jamais rien céder sur nos valeurs, en particulier dans la **lutte contre le racisme et l'antisémitisme**. Alors que les faits antisémites ont augmenté de 74 %, passant de 311 en 2017 à 541 en 2018, que les actes antisémites se multiplient sur quelques jours, le 19 février une cinquantaine de partis, associations, mouvements répond à l'invitation du Premier secrétaire du Parti socialiste. Un grand rassemblement à l'initiative du Parti socialiste est organisé place de la République comme dans toute la France.

Les équipes du parti préparent l'évènement : contact avec la préfecture pour sécuriser le rassemblement ; invitation lancée à tous les partis républicains ; création de pancartes « *Tous unis contre l'antisémitisme et tous les racismes* » et lancement de l'hashtag « #casuffit », diffusé sur les réseaux sociaux ; prise de contact avec les professeurs et parents

d'élèves du collège Paul Valéry (12<sup>e</sup> arrondissement) et sélection des textes qui seront lus.

Place de la République, environ 20 000 personnes sont présentes. On y aperçoit des élus de tous bords, le Premier ministre, deux anciens présidents de la république sont présents, François Hollande et Nicolas Sarkozy. C'est la rabbinne Delphine Horvilleur qui s'avance la première sur la scène pour prendre la parole : « *Le combat contre l'antisémitisme n'est pas celui des juifs, c'est celui de la nation tout entière.* » Puis le chanteur Abd al Malik lance : « *Il est important que nous disions tous 'Vive la France unie et débarrassée de toutes ses peurs'* ». Les collégiens de Paul-Valéry lisent ensuite des textes : les mots de l'écrivain Frantz Fanon – « *Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous* », l'ode au « *métèque, [au] juif errant, [au] pâtre grec* » de Georges Moustaki, « *Si c'est un homme* » de Primo Levi et un dernier élève lit le témoignage d'une ancienne déportée d'Auschwitz-Birkenau, Simone Veil. Puis, à l'initiative d'Abd al Malik, la *Marseillaise* est chantée par toute la foule.

En novembre, quelques jours après que des tirs ont visé la mosquée de Bayonne, une manifestation est lancée par un collectif mené notamment par le CCIF et ayant pour mot d'ordre de marcher contre l'« *islamophobie* ». Notre réprobation contre cet attentat raciste visant les musulmans de France est entière. Le 6 novembre, le Bureau national prend cependant la décision de ne pas se joindre à l'appel à manifester à Paris le week-end suivant parce que ses mots d'ordre contredisent notre engagement républicain et laïque.

Par voie de communiqué, le parti déplore que « *la parole raciste à l'encontre des Françaises et Français de confession musulmane s'est libérée, facilitant les passages à l'acte* » et rappelle combattre « *toutes celles et tous ceux qui arment par leurs discours la haine à leur encontre* ». Mais le texte est sans ambiguïté : « *Nous ne voulons pas nous associer à certains des initiateurs de l'appel. Nous ne nous reconnaissons pas dans ses mots d'ordre qui présentent les lois laïques en vigueur comme « libéricides »* ». Le communiqué poursuit en indiquant que « *Nous nous reconnaissons au contraire dans la France républicaine où la laïcité garantit la liberté de conscience et la liberté religieuse à chacune et chacun, comme*

*le droit de critiquer les religions* ». Insistant sur le fait que « *le combat contre la haine des musulmans doit être celui de la République tout entière* », il appelle « *l'ensemble des organisations républicaines à se retrouver pour porter ensemble ce combat* ».

À la suite de cette prise de position claire du Parti socialiste, que seul le PRG a partagée, plusieurs leaders de la gauche et des écologistes renoncent in fine à participer à ce rassemblement parmi lesquels Fabien Roussel et Yannick Jadot.

La parole des femmes trouve un nouvel écho avec l'apparition du mouvement #MeToo. Les socialistes sont féministes. Toute leur histoire en témoigne. Depuis 2017, les avancées du Gouvernement dans la lutte pour l'égalité femme-homme sont trop timides, comme en témoigne son refus de faire de la **lutte contre les violences faites aux femmes** une priorité budgétaire, alors même que la société n'a jamais été aussi disposée à entendre le message des victimes. Le fossé se creuse avec les forces citoyennes, associatives et politiques féministes mobilisées contre les violences sexistes et sexuelles, et dont témoigne la formidable participation à la marche du 23 novembre à laquelle le Parti socialiste a appelé. Par la voix de Cécilia Gondard, secrétaire nationale, le parti a déploré la faiblesse des mesures contre les violences de genre annoncées par le Premier ministre à l'issue du Grenelle contre les violences conjugales. Le Parti socialiste et les associations demandent un milliard pour la lutte contre les violences faites aux femmes, comme l'ont fait les socialistes espagnols. Le Gouvernement d'Édouard Philippe a attendu des mois avant d'annoncer... 360 millions. « *Une politique non financée est une politique non appliquée* » conclut la secrétaire nationale à l'Égalité femme-homme.

« *Tous unis contre l'antisémitisme et tous les racismes* »  
#casuffit



FÉVRIER 2019  
RASSEMBLEMENT #CASUFFIT

# 2

## 2019 / 2020 : « LA GUEULE DE BOIS, C'EST FINI ! »

CHRISTIANE TAUBIRA,  
LE 15 MAI 2019,  
MEETING DE ROUEN

### RASSEMBLEMENT DES SECRÉTAIRES DE SECTION

Remobiliser les militants. C'est l'ambition qui traverse le rassemblement des secrétaires de section de février 2019. Sous l'impulsion de l'équipe des formatrices et formateurs du parti, de Corinne Narassiguin, Pierre Jovet, Sarah Proust, Sébastien Vincini, Gabrielle Siry-Houari et Romain Colas, l'organisation de la journée laisse la place à des innovations : débats mouvants, ateliers pratiques, corners dédiés aux européennes...

Dans son discours de clôture, après un hommage à Georges Sarre qui nous laisse l'emblème du poing et de la rose, Olivier Faure salue l'énergie de toutes celles et ceux qui continuent à animer ce parti. Il revient sur les propositions portées par les socialistes pour sortir de la crise et insiste pour « *faire gagner nos combats communs* ».

### RASSEMBLER LA GAUCHE, DONNER « ENVIE D'EUROPE »

Rassembler la gauche, il ne suffit pas de le dire, il faut le faire. À l'occasion de l'élection européenne, le Conseil national approuve largement, le 16 mars 2019, une résolution désignant Raphaël Glucksmann comme tête de liste pour les élections européennes. Cette proposition répond à la volonté de rassemblement et de renaissance portée depuis des mois. Le Bureau national adopte le 26 mars une liste de quarante noms qui est votée le 2 avril par environ 80 % des militants.

La liste « *Envie d'Europe* » est portée par le Parti socialiste, Place publique, Nouvelle Donne et le Parti radical de gauche. Elle porte un projet élaboré en partenariat entre les quatre forces politiques avec à la rédaction, côté socialiste : Sylvie Guillaume, Éric Andrieu, Pervenche Berès, Christophe Clergeau et Boris Vallaud.

Une campagne innovante s'organise depuis un espace de coworking où les équipes des différents partis travaillent ensemble. Une large place est accordée à la communication et au numérique, essentiellement portée par les équipes du parti. Les candidates et candidats multiplient les réunions publiques tandis que les meetings, moins nombreux mais mieux ciblés, font à chaque fois salle comble (Toulouse, Limoges, Rennes, Nantes, Marseille, Rouen, Lyon, Bordeaux, Paris). Ils accueillent les soutiens d'orateurs comme Christiane Taubira, Bernard Cazeneuve, Martine Aubry, Najat Vallaud Belkacem, Anne Hidalgo...

Avec 6,2 % des voix, la liste conduite par Raphaël Glucksmann fait quasi jeu égal avec la liste des insoumis et reproduit le score de Benoît Hamon à la présidentielle, à la différence près que, cette fois, le Parti socialiste fait face à Yannick Jadot (soutien de Benoît Hamon à la présidentielle) et que notre ancien candidat conduit lui-même une liste concurrente avec le mouvement Génération-s qu'il a fondé après avoir quitté le PS. L'absence d'un rassemblement large a permis au duo Macron-Le Pen de continuer à apparaître comme les deux forces structurantes du débat national.

L'implication totale de nos nouveaux eurodéputés permet au PS de défendre au sein de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates – dont Éric Andrieu devient un des vice-présidents – une vision social-écologique au Parlement européen. Sylvie Guillaume préside la délégation, avec Raphaël Glucksmann sur les questions de droits de l'homme et de commerce international, Aurore Lalucq sur les questions commerciales et économiques, Pierre Larrourou sur les questions budgétaires et financières et Éric Andrieu sur les questions agricoles et environnementales. Avec le Brexit et la répartition des sièges jusqu'ici dévolus aux britanniques, la délégation accueille Nora Mebarek, qui devient membre de la commission parlementaire en charge du développement régional, ainsi que de celle en charge du transport et du tourisme et celle en charge de la pêche.

Christophe Clergeau siège à la présidence du PSE ; Christophe Rouillon devient le président du groupe socialiste du Comité européen des régions, Cécilia Gondard représente notre formation au Parti socialiste européen-Femmes ; Jean-Marc Ayrault représente la Fondation Jean-Jaurès à la Fondation européenne d'études progressistes (Feps).



Dans le même temps, le parti maintient ses **engagements au sein des organisations internationalistes** dont il est membre. Il s'agit en particulier de l'Internationale socialiste (IS) qui, en dépit de contraintes financières et organisationnelles, et de la concurrence de l'Alliance progressiste (AP), démontre sa constance sur certains sujets, à l'instar de ses réactions vis-à-vis du conflit au Proche-Orient que la politique unilatéraliste américaine a gravement déséquilibré. La conférence de trois jours à l'été 2019 organisée par l'IS à Ramallah et Tel Aviv témoigne des coups portés contre la viabilité de la solution à deux États. En novembre, le parti intègre pour la première fois le « conseil d'administration » (*board*) de l'AP lors de la convention organisée par le parti frère suédois. Depuis, il est consulté et convié à intervenir dans un certain nombre de réflexions, à l'instar de la conférence sur le multilatéralisme à la veille de l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2020 qui marque le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation. L'année prochaine, le parti pourra ainsi contribuer à la thématique de la sauvegarde de la démocratie et de ses valeurs.

Quant aux rencontres bilatérales, notons les séquences importantes avec le Parti des travailleurs. En septembre 2019, près d'un an après l'élection de l'extrême droite au Brésil, une première rencontre avec l'ancienne présidente Dilma Rousseff a lieu avec le Premier secrétaire, puis le groupe à l'Assemblée nationale. Deux mois plus tard, le secrétaire national assiste au congrès du PT à São Paulo, un moment important pendant lequel, en tant que seul invité de marque de la gauche française, il participe à un débat public sur la mondialisation avec des dirigeants du PT avant de remettre directement à l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva la lettre d'invitation de la maire de Paris pour que lui soit remis son titre de citoyen d'honneur.

Début mars 2020, Lula est à Paris, et une nouvelle rencontre est organisée avec le Premier secrétaire et l'ancienne présidente du Brésil. Alors que le PT mène un combat dur contre le populisme tout en subissant un harcèlement judiciaire, les échanges avec les socialistes français contribuent à une réflexion stratégique, avec des combats communs à mener pour la démocratie et la planète.

## RÉORGANISATION INTERNE

La séquence électorale a mis en évidence le besoin de trouver un nouveau mode d'organisation en interne.

Le service communication devient autonome et se structure pour produire davantage de vidéos et être présent sur les réseaux sociaux, mener des campagnes et développer le passage du parti vers la communication numérique. Outre une newsletter générale et des newsletters thématiques pour les différentes élections, le parti assure la production de webinaires, la production des « TOA » d'Isabelle This Saint-Jean qui permet de renouer les liens du parti avec le milieu intellectuel et universitaire, des campagnes (« *Rétablissons l'ISF* », « **Non à la vente de nos services publics, oui au référendum** » dans le cadre de la privatisation d'ADP...). Après un essai sur Twitch pendant les européennes, où nous fûmes le premier parti politique de France sur le réseau des gameurs, le service communication lance par la suite ses propres émissions à l'occasion des live des idées et des live du projet à un moment où la crise sanitaire nous interdit l'organisation de nos classiques conventions sur le projet.

Un département « *opinion-élections* » est créé pour mieux accompagner les équipes de campagnes, mettre à disposition d'outils (calculatrice de plafond de dépense, calculatrice de sièges, etc.) mais aussi transmettre des éléments d'analyse de l'opinion aux secrétaires nationaux.

De son côté, la direction générale au politique devient la direction générale aux idées et à la prospective (DGIP) et se recentre sur ses deux missions auprès de la direction de cabinet et du Secrétariat national. À noter le travail réalisé par la DGIP en partenariat avec le service presse pour mieux accompagner les porte-parole du parti avant leurs interventions sur les plateaux (Dieynaba Diop, Pierre Juvet, Gabrielle Siry-Houari).

## CAMPUS19 : POUR UN AVENIR SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Après quatre ans d'absence, les socialistes renouent avec leur université d'été, et pour cette édition du retour, direction La Rochelle.

L'université, présidée par Maxime des Gayets, est renommée Campus19 « *pour un avenir écologique et social* » et placée sous le signe du travail et de la réflexion avec plus de quarante ateliers animés par les secré-

taires nationaux du parti. Des sujets font leur apparition (le transhumanisme, la démobilité, l'ubérisation, l'héritage...), de nouvelles formes de débats aussi (le grand procès, les débats mouvants...) et un « *corner* » spécifique est dédié à l'accompagnement des candidates et candidats et des équipes de campagne aux élections municipales.

Ces moments de réflexions qui posent les jalons de l'orientation politique résolument sociale et écologiste de notre parti accueillent la présence de représentants politiques de toute la gauche, d'intellectuels et d'universitaires, mais aussi des acteurs de la société civile, tels Laetitia Vasseur fondatrice de HOP (Halte à l'obsolescence programmée) ou Hugo Huon, le président du collectif Inter-Urgences, un mouvement que le parti soutient depuis sa création. Enfin, un espace Agora permet de créer une porosité entre l'Espace Encan et la ville de La Rochelle pour ouvrir les débats sur la ville.

Dans son discours de clôture, qui se tient désormais le samedi soir, le Premier secrétaire appelle au rassemblement de la gauche et des écologistes en vue des échéances électorales suivantes. « *Aucune offre, prise séparément n'est aujourd'hui en mesure de s'imposer, aucune ambition n'est en mesure de plier toutes les autres* ». L'avenir ne peut être qu'écologique et social : « *La question climatique, le respect de la biodiversité, sont devenus, à côté de la question sociale, un levier pour contester l'idéologie libre-échangiste. Et c'est bien là que se rejoignent les combats de la social-démocratie et de l'écologie politique !* » ajoute-t-il. Pour le chef de file des socialistes, le clivage gauche-droite, loin d'être obsolète, est structurant pour bâtir la lutte commune des différentes forces à rassembler pour lutter contre « *le libéralisme économique* ».

À quelques mois des élections municipales, Olivier Faure appelle les autres formations de gauche à se mobiliser, pour faire front commun, dès le premier tour, pour les élections municipales. Et, d'avance, il désamorce les critiques : « *L'effacement a déjà eu lieu, et c'est pourquoi nous devons porter le projet de notre renaissance ! Ni effacement ni isolement, ouvrez la voie au rassemblement !* ».



## LE PARTI PRÉSENT DANS LA RENTRÉE SOCIALE

En cette rentrée 2019, la crise s'étend à l'**hôpital public**. Après l'agora au Campus19 à La Rochelle, le Bureau national du 17 septembre est consacré à la grève des urgentistes en présence de Hugo Huon. Il est suivi par une rencontre, le soir même, avec les personnels soignants à l'hôpital Lariboisière à Paris, puis par une série d'auditions de médecins, infirmières, représentants des collectifs Inter-Urgences et Inter-Hôpital. Le Premier secrétaire s'est ensuite rendu dans des services d'urgence dans plusieurs départements.

Le Parti socialiste présente le 22 octobre à l'Assemblée nationale, en présence d'Olivier Faure, Valérie Rabault, Boris Vallaud et Stéphane Troussel, secrétaire national en charge des Nouvelles Solidarités, un contre-plan d'urgence qui prévoit 1,5 milliards d'investissement dans les hôpitaux et un ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance-maladie) à 3,1 % dès 2020, alors que le Gouvernement se contente de le faire passer de 2,1 à 2,4 %.

Il propose un véritable plan de rattrapage salarial pour rétablir l'attractivité de ces métiers qui tiennent souvent à bout de bras un système qui prend l'eau. Quant à la fermeture des lits ou l'augmentation des effectifs, autres revendications au cœur de la mobilisation, là où le

Gouvernement n'apporte aucune réponse satisfaisante, nous proposons pour notre part de mettre fin au ratio d'un infirmier et d'un aide-soignant pour 15 malades. Ce plan prend par ailleurs en compte la situation des EHPAD et de leurs personnels.

Un mois plus tard, face à la colère qui gronde, le Gouvernement dévoile son plan d'urgence pour l'hôpital qui sonne comme un énième rendez-vous manqué. Le compte n'y est pas. Il propose une augmentation du budget de l'hôpital public de 1,5 milliards d'euros sur trois ans, dont 300 millions dès 2020. Dans le PLFSS 2020, l'hôpital public doit déjà assumer 800 millions d'euros d'économies pour faire face à l'inflation des dépenses de santé. Malgré cette rallonge annoncée, c'est un effort de 540 millions qui est encore demandé à l'hôpital public. Et s'agissant de la revalorisation salariale des personnels de santé, une des revendications principales de la mo-

bilisation, le Gouvernement n'accorde que quelques primes annuelles et circonscrites à Paris et à sa petite couronne.

Le 22 octobre, le Bureau national est consacré à l'**ubérisation du travail** et à la situation des travailleurs des plateformes en présence de Jérôme Pimot, ex-livreur à vélo chez Deliveroo et cofondateur et porte-parole du Collectif des livreurs autonomes de Paris (Clap75).

Depuis 2018, le Gouvernement s'emploie principalement à protéger les plateformes plutôt que les travailleurs. Sa stratégie : des « chartes » dont la conséquence est de tordre le droit et de produire de la jurisprudence à coups de décrets afin d'éviter les requalifications. In fine, le Gouvernement, en collusion avec certaines plateformes, vise à créer un tiers statut entre salariat et indépendance qui écornera gravement le droit du travail. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un cheval de Troie contre le Code du travail. Le 4 mars, dans un communiqué, Vincent Duchaussoy indique « la nécessité de trouver des solutions pour d'une part, réguler les activités des plateformes numériques, et d'autre part, offrir à ces travailleurs la protection sociale et juridique à laquelle ils ont droit ».

«  
Protection  
des travailleurs  
indépendants par  
la création d'un devoir  
de vigilance,  
à la défense du statut  
de salarié  
et à la lutte contre  
l'indépendance fictive  
»

En décembre, après plus d'un an de travail en lien avec plusieurs secrétaires nationaux,

Olivier Jacquin, sénateur et secrétaire national, dépose une première proposition de loi « relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive ». Il s'agit en particulier de lutter contre le recours au travail « indépendant fictif », en refusant d'instaurer un « tiers statut » entre le salariat et l'indépendance. Le texte propose trois actions : la définition d'une « action de groupe » qui permette des requalifications collectives en salarié ; l'amélioration de la représentation de ces travailleurs pour développer un dialogue social équilibré en attendant l'instauration de véritables élections professionnelles ; l'extension du « devoir de vigilance » à l'ensemble des entreprises ayant recours à des travailleurs indépendants.

En mars 2021, une nouvelle proposition de loi est déposée au Sénat, toujours par Olivier Jacquin, avec Monique Lubin,

Franck Montaugé, et Didier Marie. Son ambition reste la même : mettre fin aux pratiques abusives de certaines plateformes numériques. À travers ses trois articles principaux, le texte se saisit en effet de la question de la requalification des travailleurs ubérisés, et du contrôle de la place de l'algorithme dans les relations entretenues avec les plateformes.

## LES COMBATS COMMUNS À GAUCHE

Au mois de mars 2019, le parti s'engage résolument **contre la privatisation de la société Aéroports de Paris (ADP)**. Pour la première fois depuis la création du dispositif en 2008, à l'initiative des parlementaires socialistes, 248 députés et sénateurs déclenchent la procédure du RIP. Le 13 juin 2019, le ministre de l'Intérieur ouvre un site Internet dédié au recueil des signatures électroniques de soutien. Pendant les neuf mois de la période d'ouverture du vote, le parti va faire campagne pour récolter des signatures et contribuer au dépôt des 1 116 000 soutiens enregistrés le 4 mars 2020 par le Conseil constitutionnel. Loin des 4,7 millions de signatures nécessaires pour que la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public d'ADP soit soumise au vote du Parlement, ou à défaut, à référendum, mais suffisamment pour participer à la sensibilisation de l'opinion et établir un rapport de force face au Gouvernement.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, le Parti socialiste réagit à l'annonce d'une réforme de l'**assurance chômage**. Dans un communiqué du BN, le parti fustige un Gouvernement « s'estimant probablement incapable d'offrir une solution politique au problème du chômage, voilà que le Gouvernement a lâchement préféré s'en prendre directement aux chômeurs ». Concrètement, cette partie de la réforme prive de nombreux travailleurs d'une ouverture de leurs droits, puisque la durée de cotisation a été étendue. Les victimes de la récession économique vont basculer dans une totale précarité. Au-delà, et selon la note d'impact de l'Unedic dévoilée le 24 septembre dernier, un chômeur sur deux verra, avec l'entrée en vigueur des nouvelles règles de calcul des droits puis du nouveau barème d'indemnisation, son inscription refusée, ses droits rognés ou son indemnisation fortement diminuée. Une baisse de 27 % en moyenne qui pourra aller jusqu'à 50 % dans certains cas. Ce nouveau calcul des droits est prévu pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril, soit 10 jours après le second tour des élections municipales, le fruit du hasard...

Le Parti socialiste s'engage alors dans une campagne de communication systématique contre cette réforme de l'assurance chômage. Avec l'appui des équipes du parti, Vincent Duchaussoy et Violaine Godet lancent en mai 2020 une série de tracts et des visuels pour les réseaux sociaux, une votation citoyenne, des billets et des communiqués de presse ainsi qu'une pétition exigeant l'abrogation de la réforme signée avec nous par EELV, le PCF, Génération-s.

L'automne 2019 est également marqué par la **réforme des retraites**. Le 25 novembre, un groupe de travail est mis en place autour de Vincent Duchaussoy, secrétaire national au Travail et à l'Emploi, Boris Vallaud, Monique Lubin, Laurence Rossignol, Stéphane Troussel et Isabelle This Saint-Jean.

Le Conseil national du 23 novembre appelle à l'unanimité ses militants et sympathisants à rejoindre les cortèges, et le 5 décembre, les socialistes battent le pavé contre la réforme des retraites. Une semaine plus tard, le 11 décembre au soir, Olivier Faure partage la scène de la Bourse du travail à Saint-Denis pour un meeting commun de l'ensemble de la gauche et des écologistes.

Le 15 janvier, après plusieurs semaines de réflexions et d'auditions, les socialistes Olivier Faure, Patrick Kanner et Monique Lubin pour les sénateurs, Valérie Rabault et Boris Vallaud pour les députés, présentent en conférence de presse leurs propositions : maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 62 ans, critères de pénibilité, minimum des pensions à 100 % du SMIC...

Quelques jours après, alors que la réforme des retraites est présentée en Conseil des ministres, treize formations de gauche présentent, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, une « *plateforme commune des forces de gauche et écologistes* » autour de « *6 piliers* » : améliorer le système de répartition ; garantir un droit à la retraite en bonne santé avec le refus de tout âge pivot ; instituer une règle d'or qui assure la parité du niveau de vie entre les retraités et les travailleurs, dans le public comme dans le privé ; améliorer la reconnaissance des métiers de la pénibilité avec la réintroduction des quatre critères supprimés par la loi Pénicaud (le port de charges lourdes, les postures pénibles, les vibrations mécaniques et le risque chimique) ; garantir aux salariés aux bas revenus, aux agriculteurs et aux indépendants un minimum de retraite au même

niveau que le SMIC net pour une carrière complète ; et parvenir à l'égalité dans les carrières et les salaires entre les hommes et les femmes. Les formations de gauche se sont en outre entendues sur « *6 pistes de financement* » : d'abord en mobilisant les fonds de réserve des retraites ou une partie des fonds de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), puis en proposant de réfléchir à de « *nouvelles sources de financement* », au travers d'une contribution des revenus financiers, et de maintenir la cotisation à 28,1 % jusqu'à 27 000 € de revenus mensuels.

#### OBJECTIF « MUNICIPALES »

La préparation des échéances municipales est un moment important qui mobilise tout le parti, les services communication, opinion-élections, et les secrétaires nationaux, au premier rang desquels Pierre Juvet et Sarah Proust. Le parti ne chôme pas : newsletters de campagne, webinaires, charte des municipales et des 12 engagements des socialistes, travail préparatoire pour la commission électorale, recours devant le Conseil d'État victorieux sur la circulaire du ministère de l'Intérieur pour l'attribution des nuances politiques aux municipales de 2020...

MAI 2019  
MANIFESTATION POUR UNE AUTRE RÉFORME DES RETRAITES



# 3

## 2020 : ÊTRE UTILE À TOUS LES FRANÇAIS EN PÉRIODE DE COVID

Mais, en ce début d'année 2020, un virus est repéré en France sur un voyageur en provenance de Chine où un foyer épidémique se développe dangereusement dans la région de Huan. Alors que la campagne municipale se poursuit, le 16 mars, le président de la République prend la parole pour confirmer le déroulement du premier tour des élections municipales, mais il annonce surtout, de manière inédite, un confinement national pour faire face au développement de l'épidémie qui frappe la France, avec déjà un niveau élevé de saturation dans les services d'urgence où l'on dénombre les premiers morts du Covid-19.

### UN PARTI AU TEMPS DU CONFINEMENT

Dans ce contexte particulier, le parti doit s'adapter, s'organiser et poursuivre son activité. Le confinement généralise le télétravail, le recours aux boucles WhatsApp, Signal ou Telegram, et lance les « call » et les visioconférences. Les instances du parti se déroulent désormais en « distanciel ».

La période est utilisée pour réaliser des auditions, et Isabelle This Saint-Jean en organise plus d'une trentaine ce printemps 2020, à travers les « **RENDEZ-VOUS DE LA FRANCE D'APRÈS** » – ouvertes aux secrétaires fédéraux et aux membres du BN ou diffusées sur Facebook. Elles permettent de recevoir des leaders syndicaux (Laurent Berger, Philippe Martinez, Yves Veyrier...), des personnalités (Nicolas Hulot, Gaël Giraud, Yannick Blanc, Adeline Hazan, Jean-François Julliard, Corinne Le Quééré...), des chercheurs et intellectuels (François Héran, Gabriel Zucman, Vincent Tiberj, Laurence Scialom, Jézabel Couppey-Souberan, Frédéric Sawicki...),

### INTERPELLER EMMANUEL MACRON

Face aux tergiversations du Gouvernement, Olivier Faure adresse le 22 mars un courrier au président de la République dans lequel il l'enjoint d'agir plus « *clairement* » et en « *totale transparence* ». Il réclame un plan global de relance pour anticiper l'après-confinement et des mesures adaptées pour les plus vulnérables mais aussi la mise en œuvre d'une « *économie de guerre* » contre l'épidémie de Covid-19. « *À côté de l'état d'urgence sanitaire, vous devez imposer un état d'urgence sociale* ».

«  
À côté  
de l'état d'urgence  
sanitaire,  
vous devez  
imposer un état  
d'urgence sociale



Pour freiner la progression du virus, il demande au chef de l'État de « *réquisitionner toutes les industries* » capables de fabriquer des masques, des tests de dépistage, des respirateurs et du gel hydroalcoolique. Il détaille ensuite des mesures à prendre pour éviter qu'à la crise sanitaire s'ajoute une « *facture sociale* ». Les salariés en première ligne – caissières, livreurs, logisticiens et agriculteurs – doivent être récompensés de leur mobilisation exceptionnelle. Il faut « *reconnaître de manière concrète, à l'issue de la crise, la contribution de tous ces personnels mobilisés* ». Et veiller à ce que les droits des salariés ne soient pas « *rognés* » demain, notamment en ce qui concerne leur retraite et leurs droits économiques.

Plus largement, Olivier Faure regrette que l'après-confinement ne soit pas pensé par le Gouvernement. Il demande tout d'abord un dépistage systématique de la population pour éviter « *le risque de rebond* » de l'épidémie. Ensuite, il propose un « *plan de relance massif* » permettant d'éviter les faillites des entreprises et les licenciements, tout comme la spéculation. Cela doit passer par « *une forte impulsion budgétaire* », en donnant par exemple l'idée d'un « *chèque versé aux ménages* » pour soutenir la consommation, mais aussi celle de l'annulation des paiements fiscaux et cotisations sociales pour les PME, les indépendants et toute entreprise en difficulté.

D'autres sujets doivent être « *anticipés* », continue-t-il : repos des personnels de santé à l'issue du confinement, accompagnement des aidants et des familles confrontées aux décès, gestion des corps, aide et coopération avec les pays d'Afrique, etc. « *Il faut anticiper tous ces sujets* », résume Olivier Faure. Il ré-



clame à cet effet la réunion d'un groupe d'experts et d'élus, d'entrepreneurs et de salariés pour « *penser la sortie de crise* ». Une sorte de Grenelle « *post-Covid-19* » qui doit permettre de « *ne pas répéter une fois de plus le défaut d'anticipation qui a été trop souvent la règle jusqu'ici* ». Pour chercher l'adhésion et la mobilisation de tous, il faut que la population s'approprie les consignes, assure-t-il. « *Je vous demande, M. le Président, une communication claire, stable, et accessible pour l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens* », écrit-il. Mais surtout par le fait d'associer l'opposition aux discussions pour faire face à la crise sanitaire. En ce sens, il appelle à la mise en place d'un « *conseil national de lutte contre le Covid-19* » pour consulter régulièrement partenaires sociaux et élus locaux et nationaux.

À la veille de l'intervention d'Emmanuel Macron qui s'adresse aux Français le 13 avril en pleine épidémie de Covid-19, Olivier Faure lui adresse un deuxième courrier dans lequel il lui rappelle qu'il est « *impérieux de faire toute la transparence sur les conditions du déconfinement* » et les questions qui en découlent sur « *l'état de nos commandes de masques [...] et le calendrier de leurs fournitures* ». Il l'alerte surtout à propos de la montée de la précarité : la crise sanitaire dissimule une crise sociale. « *Dans notre pays, ô puissance économique mondiale, une part de la population ne se nourrit plus à sa faim. Les étudiants qui bénéficiaient des repas au Crous ne peuvent plus s'y rendre ; de nombreux enfants, pour lesquels le seul vrai repas quotidien était celui de la cantine, n'y ont plus accès. Des livreurs payés à la course voient leur revenu s'effondrer et se privent de manger.* »

Face à cette situation, Olivier Faure demande au chef de l'État de mettre en place une aide exceptionnelle de 300 euros par foyer, et une majoration de 100 euros par enfant pour tous les ménages bénéficiaires des minima sociaux, des aides au logement et de l'allocation de rentrée scolaire.

## SALUT CAMARADE !

C'est par ces mots que le Parti socialiste salue la disparition d'Henri Weber. Fils d'émigré, Henri Weber a été très tôt confronté à l'antisémitisme, puis marqué par la Shoah et le stalinisme. Une histoire personnelle que l'on retrouvera dans tous les combats qu'il mènera ensuite : l'anticolonialisme, l'antifascisme, l'internationalisme et l'alter-mondialisme et

toutes les luttes en faveur de l'émancipation. Des combats qui, sous d'autres formes, avec d'autres mots, sont toujours au cœur de l'action de celles et ceux qui veulent agir sur le monde.

Élu local à Saint-Denis, puis sénateur de Seine-Maritime, et député européen, Henri Weber s'intéressait aux idées qu'il aimait confronter, affûter, clarifier dans des notes ou dans des livres mais aussi en formant des militants et en animant de nombreux débats, soit au siège du PS, soit aux universités d'été qu'il dirigea longtemps, soit à la tête de la *Revue socialiste*, ou encore dans les colonnes de *L'Hebdo des socialistes*.

Emporté par le Covid, Henri avait encore beaucoup de choses à écrire, à nous dire et à nous apporter. Sa haute silhouette, son regard ironique, sa voix et son « *Salut camarade !* » resteront gravés dans nos mémoires. Nous serons à la hauteur de son message, celui de la reconquête du pouvoir par la gauche de gouvernement.

## PLAN DE REPRISE, PLAN REBOND : LE DÉCONFINEMENT NE DOIT OUBLIER PERSONNE

Le déconfinement doit aller de pair avec la reprise de l'activité économique. Il y a urgence à agir, à agir vite pour soutenir les entreprises, les commerçants, les artisans et l'ensemble des salariés. Mais il ne s'agit pas de revenir « *à l'anormal* », de relancer la machine à l'identique, de continuer avant.

Au mois de mai 2020, le Bureau national adopte un plan de reprise qui indique les grandes orientations à prendre pour « *déconfiner l'économie* ». Quelques semaines après, un **plan rebond pour le tourisme** est présenté par le groupe des députés à l'Assemblée nationale. Enfin, au mois de juin, le Parti socialiste présente « **un plan rebond économique, social et écologique** » coordonné par Boris Vallaud avec les contributions de plusieurs secrétaires nationaux, dont Vincent Duchaussoy, Maxime Sauvage, Stéphane Troussel, Gabrielle Siry-Houari, Thomas Chevandier, Dominique Potier, Karine Gloanec Maurin et Clément Sapin...

Chaque jour perdu accroît la facture et la fracture. Notre responsabilité est alors de proposer aux Français des mesures pour agir vite et fort, des idées pour ici et maintenant, des orientations pour demain pour ne pas hypothéquer l'avenir dans une relance qui ne tirerait aucune leçon de la crise. Le plan

comporte 45 propositions, elles sont le fruit de rencontres avec de nombreux experts, chercheurs, acteurs économiques, syndicaux, associatifs, élus locaux. C'est un plan précis et chiffré (130 milliards) qui préfigure les grandes orientations écologiques et sociales qui doivent présider à la réorientation impérieuse de nos sociétés, versé dans le débat public, et nous invitons le Gouvernement à s'en saisir.

Dans le détail, ce plan s'adresse d'abord aux victimes de la crise, avec la réduction « *transitoire* » du temps de travail dans les entreprises touchées par une activité ralentie, un revenu de base de 550 euros ouverts aux jeunes, la prime premier emploi, la prolongation des bourses étudiantes, la limitation des frais bancaires pour les plus fragiles... Pour revaloriser les salaires des « *premiers de tranchée* », une conférence réunissant les partenaires sociaux est proposée pour les professions telles que les caissières, les aides-soignants ou les éboueurs. Afin d'aider le secteur associatif, notamment dans les quartiers populaires, le PS préconise la création de 250 000 emplois aidés.

Il met ensuite l'accent sur les territoires dans la relance, parce qu'ils « *sont en première ligne* » de la conversion écologique de l'économie. Le plan suggère donc un investissement de 50 milliards d'euros pour les « *projets de résilience* » (agroforesterie, rénovation thermique des bâtiments, circuits courts et développement des mobilités douces). Deux pistes avancées retiennent l'attention : la mise en place d'une « *prime climat* » pour financer les travaux d'isolation des particuliers et un « *chèque rebond local* », sorte d'allocation de 300 à 700 euros pour les plus modestes, fléchée vers la consommation locale, saine et écologique.

Le plan évoque enfin la reconquête économique avec un Plan de sauvetage des petites et moyennes entreprises (PME) avec mise à contribution des assureurs, protection par l'État des brevets et entreprises « *fleurons* » contre tout achat par des investisseurs étrangers, nationalisation des sociétés indispensables à l'indépendance dans le secteur sanitaire, recapitalisation des entreprises par un pôle d'investisseurs publics conditionnée à des engagements sociaux et écologiques, plan de relance du bâtiment et du logement...

En pleine vague de « *prof-bashing* », que nous avons condamnée dès son apparition, le Parti socialiste présente son plan pour un



**rebond scolaire et éducatif.** Coordonné par Yannick Trigance, secrétaire national à l'Éducation et à l'Enseignement supérieur, il énonce 29 propositions pour réussir la rentrée scolaire 2020-2021, et accélérer la transformation de notre École après la crise.

Il propose d'aider les familles et les élèves en difficulté – augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, il convient d'atténuer plus avant le coût de la rentrée, le renforcement du nombre de Rased et de meilleures conditions de travail pour les AESH, des moyens supplémentaires en REP+ dans les classes charnières, l'abondement des fonds sociaux des établissements, le doublement du nombre de bourses à taux zéro, le gel pour deux ans du prix des restaurants universitaires et des loyers des résidences universitaires.

À plus long terme, le plan propose de donner des moyens de réussir sa mission, en promouvant la différenciation pédagogique, en réactivant le dispositif « plus de maîtres que de classes » qui permettrait de toucher environ 6 fois plus d'élèves, en ne sacrifiant pas les postes dans le second degré, notamment avec des postes de conseillers principaux d'éducation et de psychologues pour accueillir, accompagner, permettre la réussite de tous, faire face à l'augmentation de la démographie scolaire et assurer la remobilisation des élèves, et enfin la revalorisation des indemnités et des carrières des personnels.

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Au terme du second tour des élections municipales, le 28 juin au soir, le Parti socialiste sort renforcé d'une séquence où il jouait son avenir. Il conserve ses villes-métropoles – Paris, Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand, Rouen, Le Mans, Dijon, Brest, Villeurbanne, Avignon, Créteil – et en conquiert même de nouvelles comme Marseille, Montpellier, Nancy et Saint-Denis, mais aussi Bourges, Quimper, Chambéry, ainsi que d'autres préfectures comme Périgueux ou Millau. Sans compter les villes moyennes ou villages dans lesquels nous progressons. La quasi-intégralité de ces victoires sont appuyées sur des rassemblement de la gauche et des écologistes au premier ou au second tour derrière nos candidat-es. Les villes conquises par EELV comme Bordeaux, Lyon, Besançon ou Tours l'ont été avec des listes sur lesquelles figuraient les socialistes, le plus souvent dès le premier tour.

Ce scrutin marque l'émergence des écologistes dans ce scrutin municipal. Et, fait politique irrécusable, c'est le PS qui sort gagnant à gauche et qui réaffirme un maillage territorial inégalé à gauche.

À l'issue du scrutin, parmi les 11 villes de plus de 200 000 habitants, 9 sont dirigées par la gauche et les écologistes (dont 6 par PS et 3 par EELV) – dont les 3 plus grandes villes de France. Le Parti socialiste dirige, à l'issue du scrutin, 14 des 42 villes de plus de 100 000 habitants (contre 6 pour EELV) et quant aux 270 communes de plus de 30 000 habitants, 101 sont dirigées par la gauche, dont 47 par le PS, 15 par le PCF et 9 par EELV. Ces élections municipales voient arriver une nouvelle génération d'élus incarnant la renaissance du parti. L'armature territoriale de notre parti est renforcée à l'issue de ces municipales.

C'est aussi la victoire d'une stratégie, celle de l'union de la gauche et des écologistes, engagée depuis deux ans. « Quand la gauche est rassemblée, elle gagne. Quand la gauche est rassemblée, elle devient la première force politique », souligne alors justement Pierre Juvet, porte-parole du PS. La création de ce bloc social et écologiste n'était pourtant pas une évidence. Les écologistes s'étaient initialement lancés dans la bataille municipale en refusant de privilégier des alliances avec la gauche. Le choix devait se porter sur les maires qui accepteraient d'aménager leurs politiques indépendamment de leurs choix nationaux. C'est notre choix de conclure des alliances dès le premier tour dans de nombreuses villes qui a permis d'ancrer les écologistes à gauche. Et s'agissant de Marseille, c'est cette alliance inédite du « printemps marseillais » auquel nous sommes les seuls à nous être impliqués dès le départ (insoumis et écologistes ne l'ont soutenue qu'au second tour) qui a permis cette victoire à laquelle personne ne voulait croire.

## CAMPUS20 : LE RENDEZ-VOUS DE LA GAUCHE D'APRÈS

En 2020, pour la première fois depuis des décennies, notre rendez-vous de la fin août ne se déroule plus à La Rochelle mais à Blois. Marc Gricourt, le maire socialiste de la ville, voit dans le choix de Blois et du Centre-Val de Loire – qui vient de fêter les « 500 ans

de la Renaissance » – une symbolique bienvenue. « Je crois que la renaissance du PS à l'heure actuelle est quelque chose de réel », saluant le travail entrepris depuis pour remettre le parti au cœur de la gauche.

Financièrement, le « déménagement » à Blois permet de diviser la facture par trois et de réduire le coût des déplacements et de l'hébergement des participants. Écologiquement, Blois est située sur un hub ferroviaire qui permet à tous les participants hexagonaux de venir par le train.



*Quand la gauche est rassemblée, elle gagne. Quand la gauche est rassemblée, elle devient la première force politique*



L'évènement est marqué par le contexte sanitaire qui oblige à diminuer les jauges d'accueil dans les salles et à mettre en place des mesures de précaution (flux, prise de température...) tandis que les participants font montre de responsabilité en respectant les différents gestes barrières. Au total, plus de 3 000 personnes participent les vendredi 28 et samedi 29 août 2020 à ce campus présidé par Karine

Gloanec Maurin, secrétaire nationale et présidente d'une intercommunalité rurale du nord du département. Les jeunes de moins de 30 ans y représentent 25 % des participants.

Le Premier secrétaire y appelle à une candidature qui permette de faire vivre ensemble les exigences sociales, écologiques, féministes, démocratiques.

## UNE RENTRÉE INCERTAINE, DES CALENDRIERS CONTRAINTS

Le congrès, de son côté, se prépare. Déjà repoussé une première fois avec le premier confinement, le Conseil national du 24 octobre s'apprête à lancer les débats. Mais, deux jours avant, face à la deuxième vague épidémique qui se répand, le Premier ministre prend des mesures qui étendent le couvre-feu à 54 départements. La direction du Parti socialiste est alors contrainte de surseoir à la tenue de son congrès prévu à Villeurbanne les 12 et 13 décembre dont la campagne et les scrutins n'auraient pas pu être organisés au regard des conditions sanitaires.

Le contexte sanitaire oblige également à reporter **les élections départementales et les élections régionales** prévues initialement en mars 2021 – et il en est de même pour les



JUIN 2020  
ELECTIONS MUNICIPALES 2020 – 2<sup>ND</sup> TOUR

élections territoriales de Corse, Guyane et Martinique. Un texte de loi reportant les élections de trois mois, soit les 13 et 20 juin 2021, est adopté par le Parlement en février. Mais l'exécutif envisage de reporter une nouvelle fois ces élections, cette fois à l'automne 2021.

« *Personne n'est dupe* » précisait déjà une motion du Bureau national du 30 juin 2020 et qui n'a pas pris une ride : « *Cette proposition de report n'est qu'un tripatouillage électoral et un recul démocratique qui conduirait à priver les citoyens de l'exercice de leur droit de vote et a pour seul but d'éviter au président de la République une nouvelle défaite cuisante quelques mois après les élections municipales et un an avant l'élection présidentielle* ».

Aucun pays européen n'a pourtant manqué à ses obligations démocratiques et, à chaque fois, des aménagements ont été réalisés. Le Parti socialiste rappelle dans un communiqué de presse qu'il a formulé auprès du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur des propositions afin de permettre d'organiser ces campagnes dans le plus grand respect des enjeux sanitaires : mobilisation de la presse locale et du service public audiovisuel pour permettre l'information des électeurs à défaut d'une campagne de terrain, augmentation de la pagination des professions de foi, élargissement des horaires de vote, adaptation des modalités de vote, vote par procuration, vote par correspondance, campagne de vaccination à destination des assesseurs et scrutateurs de bureau de vote, etc. « *Comme pour les masques, les tests, les vaccins, le Gouvernement illustre à nouveau son incapacité à anticiper dans la gestion de la crise sanitaire et de ses conséquences. Plus grave, ayant toujours souhaité le report des élections intermédiaires qui mettent en diffi-*

*culté le parti présidentiel, rien n'a été sciemment prévu pour créer les conditions d'une participation forte de nos concitoyens* ». Sous l'égide d'Éric Kérrouche, secrétaire national en charge des Institutions, une proposition de loi est déposée pour favoriser la tenue des scrutins et lutter contre une abstention prévisible. Aucune de ces propositions ne sera retenue par le Gouvernement qui fixe, in fine, le premier tour au 20 juin 2021 et le second au 27 juin 2021.

### L'ASSASSINAT DE SAMUEL PATY

Samuel Paty, enseignant, est assassiné pour avoir montré des caricatures de Mahomet à sa classe lors d'un cours d'éducation civique sur la liberté d'expression. Il est une nouvelle victime du terrorisme islamiste. « *Notre intransigeance et notre détermination sont totales contre la barbarie fanatique qui voudrait nous imposer son ordre. Cette fois, à travers lui, c'est l'école républicaine, laïque et émancipatrice qui a été visée* » indique un communiqué du Bureau national.

Au Conseil national qui se tient le 24 octobre, Olivier Faure déclare que « *La mort de Samuel Paty doit être un tournant. Celui de l'unité retrouvée autour des valeurs de la République. Samuel Paty ne doit pas avoir été massacré pour rien* ». Il prévient : « *si nous ne partageons pas cette volonté commune de défendre la République et ses valeurs universelles, alors il n'y aura pas d'unité* ». Il appelle à une intransigeance vis-à-vis de toute la chaîne de ceux qui ont armé le bras du terroriste par leurs appels à la vengeance et au meurtre. Il ajoute : « *il faut être implacable avec l'islamisme radical mais l'être tout autant avec ses causes, traiter les symptômes du mal et les racines du mal* ». Il pointe à cet effet « *les zones de relégations sociales* » qui

« *mitent notre espace commun* » où « *la République a déserté* », et affirme que « *la stigmatisation des Français issus de l'immigration, la confusion entretenue entre islamisme et islam, la mise en cause de tout regroupement affinitaire, le soupçon autour de tout attachement à une culture d'origine, sont puissamment contreproductifs* ».

### LE PROJET DE LOI « CONFORTANT LES PRINCIPES RÉPUBLICAINS »

Porté par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, ce projet de loi fait suite au discours du président de la République le 2 octobre aux Mureaux. Il y pointe alors du doigt le séparatisme, et énonce pour y remédier plusieurs mesures, dont la limitation de l'instruction scolaire à domicile, l'élargissement des motifs de dissolution des associations, ou encore la mise en place d'une charte de la laïcité. Pour élaborer des contre-mesures à celles qu'envisage de prendre le ministre de l'Intérieur, et qui fuient déjà dans la presse, Boris Vallaud et Corinne Narassiguin réunissent un large groupe de travail avec notamment Jérôme Guedj, Hélène Conway-Mouret, Yannick Trigance, Stéphane Troussel, François Lamy, David Habib, Gulsen Yildirim, Marie-Pierre de la Gontrie, Camille Vielhescazes, Maxime Sauvage...

Nouveauté au parti, en plus du livret intitulé « *La République contre les séparatismes* » contenant les principales propositions des socialistes discutées en Bureau national, un « *Live des idées* » est produit et retransmis sur les réseaux sociaux et sur Youtube. Le deuxième étage des locaux d'Ivry est transformé en plateau de télévision animé par Luc Broussy et Marie Le Vern, les coprésidents du Conseil national.

Le premier volet des propositions porte un rappel de la loi de 1905. Il n'est pas besoin de la modifier mais il faut l'appliquer, en particulier son article 31 qui « réprime toute pression exercée sur celui qui croit ou ne croit pas ». Les socialistes suggèrent de créer un défenseur de la laïcité et la mise en place d'une mission d'information parlementaire pour « étudier les évolutions » du concordat en vigueur en Alsace-Moselle et scruter la situation dans les territoires ultramarins.

Le deuxième volet concerne les moyens de renforcer l'arsenal répressif. Il propose ainsi de porter les dépenses de sécurité à 1 % du PIB en cinq ans, avec priorité au travail policier d'observation et au renseignement territorial, le rétablissement de la police de proximité dans les quartiers prioritaires et le réforme de la préfecture de police de Paris afin d'augmenter le nombre de policiers présents sur le terrain. Des mesures complétées par un meilleur suivi de la radicalisation en prison, par le développement du renseignement pénitentiaire, le recrutement d'aumôniers musulmans et un service d'insertion et de probation dédié au suivi des détenus radicalisés.

Le dernier volet concerne la promesse d'égalité républicaine dans tous les territoires, en favorisant la mixité par la réforme de la carte scolaire, la nomination de professeurs expérimentés dans les écoles de banlieue, mais aussi par la substitution du préfet au maire en cas de non-respect des obligations de construction de logements sociaux dans le cadre de la loi SRU. Quant au volet social, il est suggéré de recruter 20 000 adultes relais dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et d'élargir le bénéfice du RSA aux jeunes de moins de 25 ans. Enfin, la lutte contre les discriminations n'est pas oubliée avec la création d'un parquet « dédié » à la lutte contre les discriminations et celle d'un « indice diversité et inclusion » pour valoriser les employeurs vertueux.

# 4

## 2020 / 2021 : LE TEMPS DU PROJET, DU CONGRÈS, DANS LA PERSPECTIVE DE 2022

### LA BATAILLE POUR LA VACCINATION

Le début de l'année 2021 voit s'amplifier la polémique autour de la vaccination. Quand l'Allemagne ou l'Angleterre disposent d'une logistique anticipée, le Gouvernement tergiverse, l'intendance ne suit pas, d'autant qu'il semble accorder trop d'importance aux discours des « antivax ». La stratégie vaccinale peine à se mettre en place, on manque de centres de vaccination, de frigos pour stocker les vaccins, d'aiguilles et, après les masques et les tests, la France manque à présent de vaccins et ne parvient pas à acheminer le peu de doses dont elle dispose. Les collectivités locales tendent la main au Gouvernement qui, dans un premier temps, ne la saisit pas, avant de faire machine arrière.

Les élus socialistes, dans cette séquence, n'ont cessé de demander de la transparence sur le nombre de doses effectivement disponibles, l'ouverture de centres de vaccination et de « vaccinodromes », ce retard initial ne sera pas rattrapé et nous posera des soucis à la fin du semestre, quand le variant delta fera de nouveau repartir à la hausse les courbes de cas positifs.

Mais c'est un autre variant, appelé alpha, qui, en ce début d'année, maintient à un niveau très élevé les courbes de l'épidémie tout en laissant les services hospitaliers en tension. Face à cette situation, chacun attend que le Gouvernement prenne, comme nos voisins européens ont pu le faire, des mesures de confinement territorialisées. Mais Emmanuel Macron en décide autrement, seul, et préfère s'en remettre à des mesures de freinage comme le couvre-feu. Ce pari risqué, le président le perdra (pari évalué à 14 000 décès surnuméraires). Le mercredi 31 mars, le président reconfine l'ensemble des territoires et ferme les établissements scolaires pour trois semaines. La France a perdu deux mois dans la lutte contre l'épidémie, alors qu'une grande partie des spécialistes réclamaient des mesures fortes dès la fin janvier.

### EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ DE LA JEUNESSE

Les conséquences de la crise sanitaire frappent particulièrement les jeunes. Le 20 janvier, dans un nouvel épisode de « *On part en live* » diffusé depuis Ivry, Rémi Cardon, secrétaire national et sénateur de la Somme, présente les grandes lignes de sa proposition de loi pour étendre l'accès au RSA aux moins de 25 ans.

Le 16 mars, un appel à manifester est lancé par 14 organisations de jeunesse. Les socialistes sont présents à leurs côtés pour soutenir les jeunes, et notamment les étudiants, qui dénoncent la précarité à laquelle ils font face et les conditions déplorables d'études en cette période de crise sanitaire.

Cette mobilisation a lieu le lendemain de l'examen au Sénat de la proposition de loi du groupe socialiste, écologiste et républicain, relative aux droits nouveaux dès 18 ans. À cette occasion, Rémi Cardon, Patrick Kanner et Monique Lubin plaident dans une tribune au Monde pour l'ouverture du RSA dès 18 ans : « *Alors que la pauvreté des jeunes majeurs s'est aggravée depuis le début des années 2000, la crise sanitaire va dégrader significativement leur situation. La solidarité nationale devrait jouer son rôle pour soutenir et accompagner toute une génération vers l'emploi et l'émancipation afin qu'elle ne soit pas sacrifiée par les effets de la crise* ». Examiné en séance, le texte est rejeté. Leurs auteurs dénoncent le refus du Gouvernement et de la droite sénatoriale de répondre à l'urgence sociale des jeunes et demandent « *d'apporter une réponse rapide et efficace à la situation d'extrême précarité que connaissent de plus en plus de jeunes Français aujourd'hui* ». La majorité, comme la droite, récidive après avoir déjà repoussé la proposition de loi Aile(s) qui propose un revenu minimum garanti de 564 euros par mois maximum et 5 000 euros de capital à partir de 18 ans.

## LE PROJET PRÉSIDENTIEL

La rédaction du projet, sur la base des travaux réalisés pendant la législature par les secrétaires nationaux et nos trois groupes parlementaires, est annoncée par le Premier secrétaire lors du Conseil national le 24 novembre 2020. À la fin de l'été, « nous serons prêts », quelle que soit la configuration à gauche. De janvier à juillet, sous la responsabilité de Boris Vallaud, les secrétaires nationaux du parti entreprennent un travail considérable d'élaboration du projet des socialistes pour 2022.

**Durant 6 mois, une fois par mois, nos premières propositions sur un thème structurant** sont rendues publiques chaque premier jeudi, dans un « **LIVE DU PROJET** ». Cette formule a été retenue pour permettre d'associer le plus largement possible, dans une période où les restrictions sanitaires interdisaient les conventions nationales comme les réunions dans les sections et fédérations.

Les propositions sont ensuite partagées et mises en débat avec des syndicalistes, des responsables associatifs, des chercheurs, des citoyens engagés et les militants... afin d'en tirer des propositions plus abouties.

Dès janvier, une **plateforme numérique participative est créée : « RDV2022 »**. Elle permet de compléter, améliorer ou amender les propositions, ou d'en proposer de nouvelles. Le projet socialiste s'élabore au grand jour et chacun peut y contribuer. Une dernière grande sollicitation à participer est lancée pendant la période estivale où les militants sont invités à continuer à faire parvenir leurs amendements sur la plateforme interactive et participative [rdv2022.fr](https://rdv2022.fr).

À l'issue de cette phase, une synthèse des projets tenant compte des amendements et propositions parvenues sera présentée lors de l'université d'été de Blois. Et le 9 septembre, le projet finalisé sera soumis au vote des militant·e·s. Il pourra encore faire l'objet d'amendements dans le cadre des congrès fédéraux et sera définitivement adopté lors de notre congrès de Villeurbanne.

6 groupes de travail sont animés par Boris Vallaud, avec le soutien de Corinne Narrassiguin et Christophe Clergeau et en présence d'Isabelle This Saint-Jean :

### • UN EMPLOI POUR TOUS, UN TRAVAIL POUR CHACUN

(Vincent Duchaussoy, Gabrielle Siry-Houari, Dominique Potier, Christian Eckert, Jean-François Debat, Océane Charret-Godard, Olivier Jacquin, Gaëlle Manson, Violaine Gillet, Orlane François...);

### • UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

(Antoine Pelissolo, Céline Hervieu, Charlotte Picard, Fatima Yadani, Isabelle Santiago, Sophie Borderies, Stéphane Troussel, Thomas Hennequin);

### • UNE JUSTICE CLIMATIQUE ET POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

(Alain Demestre, Dominique Potier, Gabrielle Siry-Houari, Christophe Bouillon, Jean-François Debat, Cedric Van Styvandael, Maxime des Gayets, Nathalie Appéré, Thomas Chevandier, Benoit Arrivé);

### • GRANDIR DANS LA RÉPUBLIQUE - LA RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE À L'ASSAUT DES INÉGALITÉS

(Yannick Trigance, Céline Hervieu, Isabelle Santiago, Maxime Sauvage, Sylvie Robert, Olivier Bianchi, Clément Sapin, Isabelle Rocca);

### • METTRE À JOUR NOTRE DÉMOCRATIE

(Éric Kerrouche, Gulsen Yildirim, Jérôme Guedj, Céline Hennequin, Nawel Oumer, Cécilia Gondard);

### • LA RÉPUBLIQUE FRATERNELLE

(Camille Vielhescaze, Cécilia Gondard, Charlotte Picard, David Habib, Gulsen Yildirim, Nawel Oumer, Stéphane Troussel, Thomas Chevandier, Myriam El Yassa, Hélène Conway-Mouret, Jérôme Guedj).





## 10 MAI 2021 : HOMMAGE À L'UNION DE LA GAUCHE

Le Parti socialiste organise une émission spéciale le lundi 10 mai 2021, quarante ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Clin d'œil historique : à 20 heures, les spectateurs voient s'afficher sur leur écran la célèbre image pixélisée de François Mitterrand apparue sur les téléviseurs au soir du 10 mai 1981. Puis, on enchaîne sur des débats, animés depuis Ivry par Serge Moatti et Luc Broussy, autour du thème « 81-21 : réveillons l'espoir ».

Après l'hommage à la mémoire du président Mitterrand à Jarnac en janvier, Olivier Faure se rend à Château-Chinon pour l'hommage à l'homme du 10 mai en présence de Gilbert Mitterrand.

## DÉPARTEMENTALES, RÉGIONALES : LE PARTI SOCIALISTE CONFIRME...

Dernière étape de la « renaissance par les territoires » annoncée lors du Congrès d'Aubervilliers, les élections régionales et départementales devaient être le moment de réaffirmation de la place centrale du Parti socialiste à gauche. C'est chose faite !

À l'issue du scrutin, les rassemblements derrière nos candidates et candidats sortants nous permettent de conserver 5 régions : Bretagne (Loïg Chesnais-Girard), Bourgogne-Franche-Comté (Marie-Guite Dufay), Centre-Val de Loire (François Bonneau), Nou-

velle-Aquitaine (Alain Rousset), Occitanie (Carole Delga), Cette dernière réalise même le meilleur score de France.

Trois régions sont également conquises par des listes de gauche derrière Huguette Bello à La Réunion, derrière Gabriel Serville en Guyane, et derrière Serge Letchimy, député apparenté socialiste, en Martinique.

Les unions de la gauche nous ont permis de conserver la quasi-totalité de nos départements et d'en conquérir 3, dirigés aujourd'hui par des socialistes ou des partenaires proches.

Le véritable enseignement de ces départementales est que, dans les 70 départements où nous avons fait l'union dès le 1<sup>er</sup> tour, nous avons été qualifiés plus de fois au second tour que dans les 30 autres, dessinant un enseignement pour les échéances législatives à venir : si nous sommes désunis, alors nul besoin de se projeter en nombre de députés, nous serons conviés à participer aux seconds tours dans une minorité de circonscriptions. Cette dynamique a d'ailleurs permis de voir 76 % de nos candidats qualifiés au second tour, sans compter les cantons où nous l'avons emporté dès le premier tour.

Cette élection confirme l'ambition d'Aubervilliers. En 3 ans, nous sommes passés d'une situation d'extrême faiblesse à une position à nouveau centrale à gauche. C'est la raison pour laquelle nous pouvons revendiquer le statut de « force motrice à gauche », même si personne ne conteste l'émergence des éco-

logistes et la résilience des communistes. Il nous revient, à nouveau, la responsabilité de rassembler l'ensemble de la gauche et des écologistes :

- Les Verts voulaient faire ces régionales une primaire interne à la gauche, mais la vérité des urnes parle. Lorsque nous sommes en face-à-face, nous récoltons près de 2 fois plus de suffrages que les Verts, et aucune liste conduite par un écologiste ne réussit à s'imposer, illustrant un plafond qu'EELV n'est pas parvenu à briser. Pour autant, les Verts confirment leur implantation urbaine. Si le PS reprend le leadership à gauche, le vote écologiste existe, et il nous appartient de rassembler tous les électors de gauche et écologistes qui cherchent un débouché commun à leurs espérances.
- Ce scrutin permet d'ouvrir la dernière séquence électorale du quinquennat par la démonstration qu'il n'y a aucune fatalité au duel annoncé entre libéraux et extrême droite. Bien plus que des sondages qui n'ont cessé de se tromper depuis 2017, ce sont des millions d'électeurs (même si la participation était inquiétante) qui ont signifié que ni LREM ni le RN n'incarneraient leurs aspirations à un an de la présidentielle.

Ces deux années électorales consacrent le retour du duel gauche-droite et il devient impossible de l'ignorer. Et après ces élections, « une espérance peut se lever ». Au PS de créer désormais les conditions d'un rassemblement autour d'une candidature socialiste pour permettre d'envisager l'alternance.



## RÉFORME DES STATUTS

Dans le cadre du 79<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste, la direction nationale a engagé, dès le 24 novembre 2019, une réforme des statuts du Parti qui sera soumise au vote des adhérents le 9 septembre prochain. L'objectif de cette réforme est principalement de répondre à une nécessaire évolution de notre parti liée soit à un contexte politique différent, soit à une nouvelle législation électorale, soit à de nouvelles formes de pratiques politiques et de militantisme notamment dues à l'après-Covid.

Cette proposition a été adoptée lors du Bureau national du 22 juillet 2021 par 23 voix contre 3, portée par Jonathan Kienzlen, secrétaire national à la Réforme des statuts, et Sébastien Vincini, secrétaire national aux Fédérations et à la Transformation du Parti.

Comme le prévoit la procédure de modification des statuts, une information a été donnée à l'ensemble des fédérations et sections afin que ces dernières puissent nous faire parvenir des propositions.

Les principales modifications prévues impliquent des corrections mineures de coordination dans plusieurs articles des statuts ainsi qu'une modification ultérieure du règlement intérieur du parti. Cette réforme sera soumise au vote des adhérents le 9 septembre 2021 après envoi d'une version intégrale de nos statuts amendés.

Les propositions de modifications des statuts proposent ainsi de :

- 1. CONSACRER LA DÉSIGNATION DU OU DE LA CANDIDATE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE PAR LES ADHÉRENTS ;**
- 2. CRÉER UNE COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT ET LA DISCRIMINATION ;**
- 3. FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE INTERNE EN PERMETTANT LE VOTE ÉLECTRONIQUE AUX ADHÉRENTS ET AUX MEMBRES DES INSTANCES DU PARTI ;**
- 4. FAVORISER L'ENGAGEMENT DES JEUNES AU PARTI SOCIALISTE ;**
- 5. SIMPLIFIER ET SÉCURISER JURIDIQUEMENT LES ACCORDS ÉLECTORAUX ET FINANCIERS AVEC D'AUTRES PARTIS POLITIQUES ;**
- 6. CONSACRER LA QUALITÉ DE REPRÉSENTANT LÉGAL DU PARTI AU PREMIER SECRÉTAIRE ET PERMETTRE LA PRISE DE DÉCISION RAPIDE DE NOS INSTANCES EN CAS D'URGENCE POLITIQUE ;**
- 7. RÉDUIRE LES TÂCHES DE GESTION ADMINISTRATIVE DES FÉDÉRATIONS, EN CENTRALISANT ET HARMONISANT LE PAIEMENT DES COTISATIONS (RÉFORME ÉCHELONNÉE) ;**
- 8. SIMPLIFIER L'ORGANISATION DES INSTANCES FÉDÉRALES (SUR LA BASE DU VOLONTARIAT).**



DÉCEMBRE 2020  
SOUTIEN AU MONDE CULTUREL



JUIN 2020  
HOMMAGE À GEORGE FLOYD



MAI 2021  
MARCHÉ POUR LE CLIMAT



OCTOBRE 2020  
HOMMAGE À SAMUEL PATY



JUIN 2020  
MANIFESTATION DES SOIGNANT-E-S



MAI 2021  
EXPOSITION SUR FRANÇOIS MITTERRAND



Crédits photos : Mathieu Delmestre

